



## Déclaration liminaire au CSA Morbihan du 1<sup>er</sup> juin 2023

Monsieur le Président,

La France a connu ces derniers mois une mobilisation historique contre la réforme des retraites et le recul de l'âge légal de départ à 64 ans : 12 journées de mobilisation et un 1er mai d'une ampleur inédite rassemblant des millions de manifestantes et manifestants.

Totalement isolé, le gouvernement a fait le choix de passer en force cette réforme affichant ouvertement son mépris pour le peuple.

Conforté dans ses choix anti démocratiques par le Conseil constitutionnel, qui a même été jusqu'à rejeter les quelques mesures sociales qui avaient été accordées au bénéfice des travailleurs, à aucun moment, le président ne remet en cause sa politique ultra libérale, au service des plus riches, qui suscite pourtant un rejet toujours plus important dans la population dont il est censé être le représentant.

La fracture entre le peuple et ses représentants est abyssale...

Au plan international et au regard de ce conflit sur les retraites, la France est de plus en plus décriée : le pays des droits de l'homme ne les respecte plus...Les grévistes et les manifestants, empêchés de tourner en rond, sont méprisés et parfois violentés.

À tel point que la France s'est faite épinglée il y a quelques jours par le conseil des droits de l'homme à l'ONU !

Le droit de grève est une liberté fondamentale. Ce droit est fortement amoindri dans la Fonction Publique d'Etat avec le maintien du 30ème indivisible, alors que le comité européen aux droits sociaux a statué en donnant raison à la CGT et en indiquant qu'il s'agissait d'une violation du droit de grève.

Mais le combat n'est pas terminé, l'intersyndicale appelle à nouveau l'ensemble des salariés à être en grève et dans les manifs le **6 juin** prochain. L'intersyndicale DDFiP Morbihan lance le même appel à l'ensemble des agents du Morbihan.

La journée internationale de la santé au travail, le 28 avril dernier, ainsi que les mobilisations depuis le début de l'année, ont permis de mettre en évidence une situation très détériorée des conditions de travail en France : intensification du travail, porosité entre la sphère professionnelle et la sphère privée, travail en flexoffice, conflits de valeurs, risques socio-organisationnels... La suppression des comités hygiène et sécurité est un très mauvais signal de l'attention portée aux conditions de travail des salariés.

À la DGFIP, les personnels ne sont pas épargnés par ces problèmes : suppressions d'emplois par milliers, augmentation démesurée des charges de travail, restructurations et réorganisations de travail incessantes à travers le NRP, etc.

À tout cela s'ajoute un facteur aggravant: les problèmes et bugs récurrents des applications informatiques que subissent les agents et qui rendent l'exercice de leurs missions particulièrement difficile.

Lors de la traditionnelle conférence de presse pour le lancement de la campagne de déclaration d'impôt sur les revenus 2022, Messieurs Attal et Fournel ont exprimé leur fierté envers les agents de la Direction générale des finances publiques et de leur travail, expression bienvenue mais inaboutie puisqu'elle ne se concrétise nullement dans le quotidien des agents.

À part ces quelques mots, aucune reconnaissance ne leur est accordée en termes de rémunération ou de promotion interne. Pire, cette année le mot d'ordre général était de faire régresser leur notation au prétexte que les agents de la DGFIP sont trop bien notés !

Belle reconnaissance !!!

Logiquement, **l'observatoire interne 2023** affiche des résultats qui sont encore moins bons qu'en 2022. Les personnels sont encore plus critiques quant à leur perception de l'évolution de la DGFIP :

- Changements trop rapides
- Satisfaction et motivation en baisse notable
- Service rendu à l'utilisateur de moins bonne qualité
- Stress et charge de travail en augmentation
- Reconnaissance et rémunérations insatisfaisantes

Seul le télétravail est appréhendé positivement.

La situation dans le **Morbihan** ressemble exactement à ça.

Le NRP a été dévastateur (et non pas « ambitieux ») pour les agents et les collectifs de travail, et le mal-être au travail est de plus en plus présent malheureusement.

La réponse aux dernières fiches de signalement, faite par la Direction, ne traite d'ailleurs pas de ces problèmes de souffrance au travail, elle se contente de réponses comptables en nous parlant d'effectifs et d'emplois, en nous affirmant que la situation est pire ailleurs en termes d'emplois vacants et en mettant en cause encore une fois l'organisation du travail.

Alors, après tout cela, la DGFIP peut bien tenter de vendre du rêve sur son nouveau site « rejoindre les Finances Publiques ». Mais si elle peine à recruter, tout comme l'ensemble des administrations, c'est bien parce que la réalité est bien loin de ce qui est annoncé... Et même si cela est écrit sur les emballages de baguettes de pain !

**Compte tenu de tout ce qui vient d'être évoqué, la CGT Finances Publiques Morbihan ne peut que continuer à revendiquer :**

- le retrait de la réforme des retraites
- L'intégration des primes dans le calcul de la retraite
- une augmentation d'au moins 10 % de la valeur du point d'indice avec indexation sur l'inflation.
- la revalorisation des grilles salariales
- l'arrêt des suppressions d'emploi
- Une véritable amélioration des conditions de travail